

CRISE AU MSP

Les «sages» tentent d'apaiser les tensions

Le conflit opposant le groupe de Aboudjerra Soltani — sorti vainqueur du dernier congrès ordinaire du Mouvement de la société pour la paix — à celui de Abdelmadjid Menasra a repris de plus belle au cours de cette période estivale. Des sages du parti ont lancé une initiative pour mettre fin à ces tiraillements.

Tarek Hafid Alger (Le Soir) - Le Mouvement de la société pour la paix subit aujourd'hui encore les contrecoups de son quatrième congrès ordinaire.

Un congrès qui avait, certes, permis à Aboudjerra Soltani d'être réélu mais qui risque d'avoir des conséquences fâcheuses sur la cohésion de cette formation islamiste. Rappelons qu'au lendemain de son plébiscite, Soltani n'avait pas hésité à qualifier son rival Abdelmadjid Menasra de «candidat du Makhzen» et de l'ac-

cuser d'avoir tenté «un coup de force en utilisant la famille du cheikh Nahnah, les membres fondateurs et les Frères musulmans». Aujourd'hui, les cadres qui ont choisi de soutenir Menasra s'estiment marginalisés. Aucun d'entre eux n'a été nommé à un poste de responsabilité au sein des structures du parti.

Pour dénoncer cet état de fait, un groupe de parlementaires a saisi officiellement Aboudjerra Soltani.

C'est à travers une correspondance, sur laquelle figure les noms de 29 députés et de sénateurs, qu'une série de doléances lui a été transmise.

Outre la distribution inéquitable des postes de responsabilité, il est reproché à Soltani d'exclure les cadres proches de Menasra des cercles de décision.

Les rédacteurs de cette lettre iront jusqu'à menacer de ne plus prendre en compte les décisions du parti au sein des groupes parlementaires des deux Chambres. Si elle venait à être mise à exé-



Abdelmadjid Menasra.

Photos : Samir Sid

cution, cette menace porterait un coup certain au MSP, notamment à l'occasion du vote de la loi de finances 2009 et de la révision de la Constitution, que l'on dit très proche. Pourtant, du côté de la direction du MSP, on tente de minimiser la crise. «C'est un petit

mouvement de protestation orchestré par quelques cadres du parti. Ils refusent de se soumettre au jeu de la démocratie.

Il faut qu'ils comprennent une bonne fois pour toutes que la base militante a choisi ses dirigeants», a expliqué, hier, Mohamed Djemaâ, responsable de la communication au sein de cette formation. Selon lui, «cette phase délicate est en passe d'être dépassée».

Pour cela, un «groupe de sages» mené par deux responsables, Abdelhalim Mdaoud et Aboubekr Gadouda en l'occurrence, ont lancé une «initiative de réconciliation» entre les deux ailes. «Nous (la direction du parti, ndr) avons donné notre accord pour cette initiative. Les «sages»

ont entamé les contacts avec le groupe de Menasra», a ajouté Djemaâ. Pour ce qui est de la lettre des parlementaires, le chargé de la communication au MSP a émis quelques réserves sur son «authenticité». «Cette correspondance n'est pas signée par les personnes concernées.

Il n'y a qu'une liste de noms sur une feuille. Nous allons donc les convoquer un par un pour voir ce qu'il en est exactement.

Nous savons déjà que deux parlementaires de Tindouf ont avoué avoir été dupés par les rédacteurs de cette lettre», a souligné Djemaâ, en annonçant que la commission de discipline du majliss echoura pourrait être saisie dans cette affaire.

T. H.

LE FFS ORGANISERA SON CAMP

POLITIQUE À BÉJAÏA

La rentrée politique en point de mire

A la place d'une université d'été, qu'il organise chaque année, le Front des forces socialistes (FFS) innove en la matière en décidant d'organiser un camp politique de trois jours, soit du 26 au 29 du mois en cours, à Souk El-Thenine, dans la wilaya de Béjaïa.

Abder Bettache - Alger

(Le Soir) - Dans un communiqué rendu public hier, le premier secrétaire national du FFS a indiqué que cette rencontre estivale «rassemblera des jeunes venus des différentes régions du pays et permettra au cours des débats de répondre aux attentes et aux questionnements liés à la pratique politique». Il ajoutera qu'il s'agit là «d'une véritable opportunité de débat et d'échange sur des thématiques d'analyse et d'action pour une plus forte participation des jeunes à la politique». Il s'agit, selon le FFS, «de laisser s'exprimer la nouvelle élite politique». Ainsi, le communiqué n'évoque pas avec exactitude les thèmes à débattre à l'occasion de ce camp politique. «Il est important pour notre pays et pour notre parti d'adopter des stratégies nouvelles pour faire barrage aux forces rétrogrades, révisionnistes et violentes qui veulent déposséder les femmes et les hommes de ce pays des fruits de toutes les luttes démocratiques menées depuis l'Indépendance», peut-on encore lire dans le même document. Il est à rappeler que la rencontre de Souk El-Thenine est organisée conformément à l'article 2 du règlement intérieur du FFS, qui stipule qu'il est institué une école de formation des militants dans le parti». «Cette école est dirigée par un animateur des programmes, nommé par le président du parti sur proposition du secrétariat national.

Le siège officiel de l'école de formation est la salle de conférences Ali-Mecili du siège national. L'animateur des programmes de formation est nommé pour un mandat de deux années à compter de la nomination du premier secrétaire national. L'animateur des programmes présente son programme d'animation et de formation au Conseil national», ajoute-t-on. Enfin, il est à se demander si, à partir de ce camp politique, le FFS annoncera officiellement sa rentrée politique et par voie de conséquence définira les contours de ce qu'il avait qualifié «d'initiative politique de la rentrée sociale».

Pour rappel, lors de la conférence de presse animée au siège de son parti le 7 juillet dernier, le premier secrétaire national du FFS avait déclaré que «les trois personnalités politiques, en l'occurrence Mouloud Hamrouche, Ahmed Taleb Ibrahimi et Hocine Aït-Ahmed, dévoileront, à la rentrée sociale, les contours de l'initiative de sortie de crise lancée en 2007». «Les trois hommes se sont mis d'accord sur les grands axes de cette copie tant attendue», a-t-on indiqué.

A. B.



Karim Tabbou.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU FLN À BLIDA

L'université comme sujet de base du conclave

Ressemblant, à s'y méprendre, à un conseil national tant l'affluence des participants était considérable, l'université d'été du FLN a démarré ses travaux hier matin à l'université Saâd-Dahleb de Blida, sous la présidence du secrétaire général de l'instance exécutive, Abdelaziz Belkhadem.

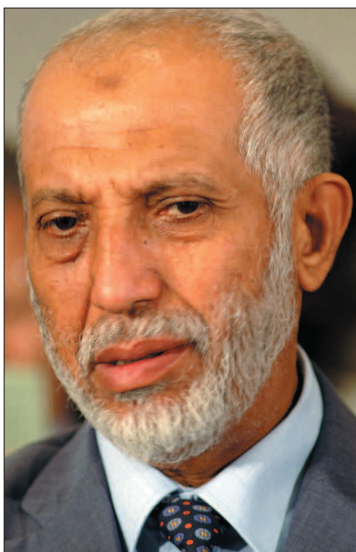
Ayant pour slogan «l'université reflet de la société, instrument du progrès et indice de développement», les thèmes choisis par les membres du secrétariat du FLN se rapportent tous au sujet de l'université, qui reste l'axe central des communications que les conférenciers vont débattre.

Ainsi, pas moins de dix conférences, selon Abderrahmane Belayat, président de la commission de préparation de l'université d'été du FLN, seront données durant les deux jours de ce conclave.

Dans son discours d'ouverture, le SG de l'instance exécutive entamera son allocution pour dénoncer les derniers attentats perpétrés aux Issers et à Bouira.

«Notre peuple, qui a été touché dans sa chair durant la décennie noire et aujourd'hui même, ne renoncera guère à la lutte contre le terrorisme», dira, en substance, Abdelaziz Belkhadem pour aborder ensuite l'objet du jour : l'université d'été de son parti.

S'il reconnaît que cette session est pour son parti une rencontre à la fois scientifique et politique, il fera savoir toutefois que le choix de l'université comme thème prin-



Abdelaziz Belkhadem.

cipal répond au fait que cette dernière a une influence importante sur l'humanité et sur le développement d'une manière générale.

Pour cela, il insiste sur un encadrement de qualité ainsi que l'utilisation à bon escient des langues usitées pour transmettre le savoir, tout en édulcorant les hésitations et les improvisations.

Pour Belkhadem, l'arabe comme instrument d'enseignement dans les universités doit gagner du terrain à l'instar des autres langues vivantes.

«Il faut s'appliquer à élargir et à étendre la langue arabe sur l'ensemble des matières enseignées et lui donner la place qu'elle mérite à l'université car la langue d'une nation est l'indice fiable de la préservation de son identité et du maintien de son essence», soutiendra le premier responsable du FLN.

«Si une nation perd sa langue, elle perdra forcément son histoire et ses valeurs, d'où notre insistance à enseigner les sciences avec la langue de notre nation», ajoutera-t-il.

Par ailleurs, Abdelaziz Belkhadem reconnaîtra en quelque sorte que la crise dans laquelle se débat la nation algérienne est plus une crise d'orgueil que de langue.

Il s'en prendra ainsi à ceux qui disent que les besoins des marchés et les projets d'investissement nécessitent l'utilisation de langues étrangères. A leur intention, il rappellera que beaucoup de peuples imposent leur langue dans les transactions commerciales.

«Est-ce que les nations qui ont appris à leurs enfants des langues étrangères ont réussi?» s'est interrogé Abdelaziz Belkhadem, tout en laissant le débat ouvert.

Il clôturera son discours en disant que le pays a besoin d'une sécurité linguistique tout comme il a besoin d'une sécurité alimentaire.

Et ce sera le sujet qui sera traité durant les deux jours de l'université d'été du FLN à Blida dont Abderrahmane Belayat signifiera, en marge de ce conclave, que «la langue arabe ne doit plus faire l'objet de polémique du fait que c'est quelque chose d'acquis dans la Constitution et la politique du pays». Il conseillera aux enseignants de ne pas utiliser la langue usuelle car il considère que les concepts ne permettent pas les approximations.

M. B.